



▶ ALAN HOLLINGHURST, plongée dans la société britannique  
▶ JEAN-FRANÇOIS BRAUNSTEIN et les philosophes Folamour  
▶ MARY BEARD, les femmes et le pouvoir  
▶ Amazon et les libraires

## Loi de bioéthique : le dossier à hauts risques de Macron

▶ L'exécutif redoute que le débat sur l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes soit aussi agité que celui du mariage gay

▶ L'Élysée espère conforter l'aile gauche de la majorité; la droite et l'extrême droite y voient le moyen de mobiliser contre « la marchandisation des corps »

▶ Agnès Buzyn, la ministre de la santé, portera ce débat sensible au Parlement et souhaite qu'il ne soit pas « hystérisé »

PAGES 10-11 ET DÉBATS PAGES 20-21

ÉDITORIAL

LA NÉCESSAIRE RÉVISION DE LA LOI

PAGE 23

### Guerre d'Algérie Des Maurice Audin par milliers

LA RECONNAISSANCE, le 13 septembre, de la responsabilité de l'État dans l'assassinat de Maurice Audin en Algérie et la promesse d'ouvrir les archives ont suscité un grand espoir parmi les victimes de l'histoire coloniale.

Le collectif des parties civiles pour le Rwanda espère qu'Emmanuel Macron reconnaîtra le rôle de la France auprès des génocidaires; la veuve du juge Borrel, tué à Djibouti, réclame justice, tout comme les descendants des tirailleurs exécutés dans le camp de Thiaroye, au Sénégal, en 1944. Les familles des milliers d'Algériens disparus souhaitent elles aussi que lumière soit faite.

PAGE 6

### Planète

L'inquiétante disparition des zones humides

PAGE 8



Tiger Woods à l'entraînement, le 26 septembre.  
ERIC FEFERBERG/AFP

### DU BUSINESS SUR LE GREEN

▶ Près de 300 000 personnes sont attendues, à partir de vendredi, pour la Ryder Cup, dans les Yvelines

▶ Le golf et le monde des affaires ont toujours fait bon ménage, même si les patrons évitent de l'avouer

CAHIER ÉCO - PAGE 2

### Société

A Beaune, le racisme en silence

Dans cette ville de Bourgogne, un soir de juillet, un fait divers, des coups de feu et des insultes ont révélé un malaise latent et l'existence de deux mondes séparés

PAGE 9

### Syrie

A Deraa, le retour du régime policier

Dans le berceau de l'insurrection, les habitants vivent de nouveau sous la férule des services de sécurité

PAGE 2

### Education

Comment revoir le système d'évaluation dans l'enseignement

PAGE 14

### Royaume-Uni

Corbyn affirme vouloir tourner la page de l'austérité

CAHIER ÉCO - PAGE 3

### Automobile

« Dr Z. », le patron de Daimler depuis treize ans, passe la main

CAHIER ÉCO - PAGE 5

### Histoire

La plume inconnue de la V<sup>e</sup> République

Jérôme Solal-Céligny a été l'un des rédacteurs de la Constitution. Les archives qu'il a laissées racontent comment ce texte fut écrit en un temps record

PAGE 15

### Entretien

Philippe Jordan tire le bilan de dix ans à la tête de l'Opéra de Paris

Le chef d'orchestre suisse doit quitter en 2020 l'institution lyrique. Il décrit la philosophie qui l'a animé pendant ce long bail

PAGE 16

### LE REGARD DE PLANTU



# Chloé

TESS  
en cuir de veau lisse et velours sepia

50, avenue MONTAIGNE, Paris 8<sup>e</sup>  
253, rue SAINT-HONORÉ, Paris 1<sup>er</sup>  
CHLOE.COM

## PROJET DE LOI BIOÉTHIQUE

## La bioéthique, terrain miné pour Macron

Sur la possible extension de la PMA, Edouard Philippe a souhaité un débat « le plus intelligent possible »

C'est un chantier à haut risque pour Emmanuel Macron. Si le président de la République ne compte pas revenir sur sa promesse d'ouvrir la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes, il sait à quel point le sujet est politiquement inflammable dans un pays qui, il y a encore cinq ans, se déchirait sur le mariage pour tous. D'autant que les opposants de droite – Laurent Wauquiez (Les Républicains) et Marine Le Pen (Rassemblement national) – ont décidé d'en faire un combat. Et que La Manif pour tous a déjà commencé à organiser des manifestations.

« J'ai la conviction que nous ne pouvons pas, sur ces sujets, rechercher le consensus, a déclaré le premier ministre, Edouard Philippe, mercredi 26 septembre, à l'Assemblée nationale. Mais nous devons rechercher le débat le plus intelligent possible, au sens où nous pouvons, je crois, écouter et respecter les convictions des autres. » Dans la même veine, la ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn, qui va défendre le texte, a souhaité « un débat apaisé » qui « ne soit pas hystérisé ».

Autant de vœux (pieux ?) qui disent, en creux, l'inquiétude de l'exécutif, lequel sait combien l'affaire est politiquement risquée. Comme secrétaire général adjoint de l'Elysée, sous le précédent quinquennat, Emmanuel Macron a assisté à l'accouchement dans la douleur de la loi ouvrant le mariage et l'adoption pour tous les couples. Pendant la campagne présidentielle de 2017, le candidat d'En marche ! avait jugé que les opposants au mariage pour tous avaient été « humiliés ». Et qu'il fallait savoir écouter cette « France-là ».

A l'Elysée, l'entourage du président s'est également penché sur la manière dont le débat sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) s'est déroulé au milieu des années 1970, pour en tirer des enseignements. « Simone Veil a eu l'intelligence de ne pas en faire une conquête féministe, mais un sujet de santé publique, car les femmes qui se faisaient avorter clandestinement y laissaient souvent la vie », explique un proche de l'exécutif.

« Aujourd'hui, 75 % des Français sont favorables à l'extension de la PMA. La société a profondément évolué, note Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. Mais ce débat va bien au-delà du sujet de la PMA, il mobilise des systèmes de valeurs entiers, c'est la question de l'individualisation des droits des personnes qui est en jeu par rapport à celle des normes essentielles. C'est pour cela que ce débat est inflammable. »

Pour autant, l'exécutif n'envisage en aucun cas de renoncer à la PMA pour toutes. Interrogé sur Europe 1, mardi, le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, a souhaité « que l'on puisse aller jusqu'au bout ». « C'est une promesse de campagne », rappelle-t-on à l'Elysée. C'est aussi « un élément de la jambe gauche de la politique d'Emmanuel Macron », analyse de son côté François Patriat, président du groupe La République en marche (LRM) du Sénat.

**Épineuse réforme**

Alors que l'image du chef de l'Etat, qui a multiplié les réformes économiques, s'est droitisée depuis son élection, cette mesure sociale – la première de son quinquennat – constituerait sans conteste un marqueur de gauche. Selon un sondage Ipsos, en date du 13 juin, 80 % des sympathisants LRM y sont favorables. Ce chiffre monte à 89 % dans les rangs socialistes et descend à 59 % pour les sympathisants de LR et à 65 % pour ceux du RN.

La loi sur la bioéthique doit être présentée en conseil des ministres à la fin de l'année, avant d'être débattue au Parlement début 2019. Si elle parvient à éviter les écueils ayant jalonné le parcours du mariage pour tous, qui avait fait descendre dans la rue plusieurs dizaines de milliers d'opposants, ce texte présente un autre avantage putatif pour l'exécutif. Alors que le gouvernement prépare une épineuse réforme des retraites pour 2019, et qu'il devrait tenir des positions fermes sur l'immigration pendant la campagne des élections européennes, la loi sur la bioéthique pourrait lui permettre d'envoyer des signaux à l'électorat de gauche ayant voté pour M. Macron.

Mais l'exécutif devra d'ici là déminer le débat. Et répondre aux



Emmanuel Macron, à l'Elysée, le 18 septembre. ETIENNE LAURENT/AP

inquiétudes qui se sont déjà exprimées. Que ce soit celles de la Conférence des évêques, qui a publié un long texte le 21 septembre, ou de La Manif pour tous, qui a déjà lancé une campagne d'affichage et dont la présidente, Ludovine de La Rochère, court les plateaux de télévision pour critiquer la réforme.

Le gouvernement a déjà indiqué qu'il n'était pas question de légaliser la gestation pour autrui (GPA), c'est-à-dire le recours aux mères porteuses. Le fait d'utiliser « le corps d'une femme pour lui faire porter un enfant qu'elle ne gardera pas (...) rentre dans la marchandisation du corps humain », a insisté M<sup>me</sup> Buzyn. Sur la question d'une « référence paternelle », que les opposants à la PMA pour toutes jugent nécessaire, l'exécutif ne s'est pas encore prononcé. Mais il pourrait y répondre, s'il décidait, dans la loi sur la bioéthique, de revenir sur l'anonymat du don de sperme.

### L'extension de la PMA, première mesure sociale du quinquennat, constituerait sans conteste un marqueur de gauche

Par ailleurs, cela fait des mois qu'Emmanuel Macron travaille à calmer le jeu. Il a beaucoup consulté et notamment multiplié les gestes à l'égard des catholiques, très sensibles aux questions bioéthiques. Le 9 avril, devant les évêques réunis au Collège des Bernardins, il a ainsi regretté que le lien entre l'Eglise et l'Etat soit « abîmé » et exprimé le souhait de le « réparer ».

Depuis le début de l'année, le chef de l'Etat a organisé deux dîners, consacrés à la fin de vie (le 13 février) et à la procréation (le 23 mai). Y assistaient Agnès Buzyn, mais aussi des représentants des cultes, des généticiens, des philosophes, des pédiatres ou des pédopsychiatres... « Le 23 mai, Tugdual Derville [ancien porte-parole de La Manif pour tous] y était. Tout comme le gynécologue François Olivennes ou la sociologue Irène Théry », précise-t-on à l'Elysée.

**Sujets délicats**

Les Etats généraux de la bioéthique – débats qui se sont déroulés entre janvier et mai –, sous l'égide du Comité consultatif national d'éthique, ont en outre permis à M. Macron de dresser une photographie partielle de l'état de l'opinion sur ces sujets délicats. Mardi 25 septembre, le CCNE a clos ce cycle avec la remise de son avis sur

la bioéthique, qui se dit favorable à la PMA pour toutes, mais aussi à la congélation des ovocytes, la levée de l'anonymat des dons de sperme, la recherche sur l'embryon ou les tests génétiques...

« Cet avis ne préjuge en rien de ce que nous allons faire », précise prudemment l'Elysée, où l'on fait remarquer en outre que la personnalité de la ministre de la Santé, ancienne médecin, qui portera le débat, n'est pas de nature à enflammer le débat. « Christiane Taubira, qui portait la loi sur le mariage pour tous, était beaucoup plus clivante », reconnaît un conseiller du président. « Je ne crois pas à une répétition du mariage pour tous », explique Brice Teinturier. « A l'époque, les sympathisants de droite qui manifestaient se mobilisaient certes contre le mariage homosexuel. Mais ils avaient aussi la volonté d'en découdre avec un pouvoir socialiste honni. » ■

VIRGINIE MALINGRE

## La droite et l'extrême droite prêtes au combat

Très mobilisés contre le mariage pour tous, LR et le RN s'opposeront aussi à une extension de la procréation médicalement assistée

Vers un deuxième round ? L'extension de la procréation médicalement assistée (PMA) aux femmes seules et aux couples de femmes envisagée par Emmanuel Macron pourrait réveiller la vive opposition de la droite et de l'extrême droite qui s'était exprimée lors des débats sur le mariage pour tous, en 2012 et 2013. Le parti Les Républicains (LR) comme le Rassemblement national (RN, ex-Front national) ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à un éventuel projet de loi en la matière. Ce qui ne préjuge pas de leur attitude au cas où La Manif pour tous susciterait une nouvelle mobilisation. Il y a cinq ans, les deux camps avaient majoritairement défilé au côté du mouvement. Un épisode qui a laissé des traces.

La position officielle de LR consiste à rejeter toute modifica-

tion de la loi. « Notre parti est contre l'extension de la "PMA sans père", affirme Laurence Sailliet, porte-parole de LR, qui reprend à son compte l'expression de La Manif pour tous. Il y a une pénurie de gamètes, cette réforme mènerait à leur marchandisation. »

Le président de LR, Laurent Wauquiez, a répété son opposition à titre personnel. « Un enfant reste le fruit d'une femme et d'un homme. La société qui revient sur cela va vers un monde sans repères », estimait-il dans un entretien à Valeurs actuelles, en septembre 2017. Rien d'étonnant de la part de celui qui s'était retrouvé en première ligne lors des manifestations contre le mariage pour tous. M. Wauquiez a par ailleurs pesé de tout son poids pour que Sens commun, l'émanation politique de La Manif pour tous, puisse trouver sa place au sein de LR.

Le débat concernant la PMA doit néanmoins encore avoir lieu au sein du parti. Le vice-président de LR, Jean Leonetti, spécialiste reconnu des questions de bioéthique, devrait ainsi participer à une réunion du groupe à l'Assemblée nationale pour aborder cette question. « Nous ne sommes pas ici dans le médical, mais le social. L'extension de la PMA n'est pas la réponse à une anomalie mais à un désir », souligne-t-il. C'est un sujet de polémique sur lequel nous n'avons pas la sérénité et le large consensus que pouvait attendre le président de la République. »

« Il faut aborder ce débat avec du respect et beaucoup de tact, car il charrie de la souffrance humaine, ajoute Bruno Retailleau, président du groupe LR du Sénat. Mais cette réforme serait un nouveau pas dans la fabrique d'enfant, la marchandisation n'est pas loin. La

marche vers la GPA [gestation pour autrui] est au bout du chemin. » Signe que l'attitude de la droite est surveillée comme le lait sur le feu, le premier ministre, Edouard Philippe, a échangé avec Jean Leonetti sur le sujet. Pour prendre la température.

**« On regrette tous un peu »**

Mais rien ne dit, à ce stade, que l'opposition de LR se traduira dans la rue. L'ex-président du parti, Jean-François Copé, confie avoir « mal vécu » les mobilisations contre le mariage pour tous, auxquelles il s'était mêlé en tant que chef de parti. « C'est le seul regret politique que j'ai. Je l'ai fait pour rassembler la droite, mais je ne suis pas à l'aise avec la position que j'ai défendue », explique-t-il. « On regrette tous un peu », abonde un député LR, qui avait lui aussi participé aux manifestations.

Le parti de Marine Le Pen, lui, serre les rangs. L'extension de la PMA, tout le monde est contre au RN. Dimanche 23 septembre, la présidente du parti d'extrême droite a d'ailleurs tenu à rappeler la ligne officielle : « La PMA doit être réservée aux couples qui ont des problèmes d'infertilité et à ceux qui risquent de transmettre à leurs enfants des maladies graves. »

En octobre 2017, la députée du Pas-de-Calais avait repris un argument de La Manif pour tous en déclarant qu'« avec l'extension de la PMA, on ment à l'enfant. Un enfant est le fruit d'un homme et d'une femme ». De là à accompagner le mouvement conservateur catholique jusque dans la rue... En 2013, sous l'influence de son bras droit de l'époque, Florian Philippot, la fille de Jean-Marie Le Pen avait refusé de se mêler

aux manifestations. Elle promettait néanmoins d'abroger le texte si elle arrivait au pouvoir.

Son absence dans le cortège avait été d'autant plus remarquée que certains élus frontistes s'y étaient rendus parés de leur écharpe tricolore, comme les députés Gilbert Collard... et Marion Maréchal-Le Pen, qui n'avait pas encore gommé le nom « Le Pen » de son patronyme. L'ancienne élue de Vaucluse avait même appelé à « l'insoumission » dans un discours remarqué, épisode qui lui a permis d'éclorre sur la scène nationale. Depuis, la jeune femme, comme M. Philippot ont quitté le parti lepéniste, laissant Marine Le Pen seule en scène. Il est toujours plus facile de trouver une position commune avec soi-même. ■

OLIVIER FAYE  
ET LUCIE SOULLIER